

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

**SECRÉTARIAT GÉNÉRAL POUR L'ADMINISTRATION
DU MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR - NORD**

CONSULTATION N°2025-03

MARCHÉ N° EJ -

***ACTE D'ENGAGEMENT
(AE)***

**Marché réservé aux établissements et services d'aide par le travail (ESAT)
et aux entreprises adaptées (EA)**

**Prestations d'entretien ménager des parties communes des locaux
administratifs et des logements de la caserne Garin et de la caserne des
Jacobins à Amiens (région de gendarmerie Hauts-de-France)**

SOMMAIRE

ARTICLE 1 – OBJET DU MARCHÉ – DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....	3
ARTICLE 2 – CONTRACTANT.....	3
ARTICLE 3 – PRIX.....	5
ARTICLE 4 – DURÉE DU MARCHÉ.....	6
ARTICLE 5 – PAIEMENTS.....	6
ARTICLE 6 – AVANCES.....	7
ARTICLE 7 – SOUS-TRAITANCE.....	7
ARTICLE 8 – ENGAGEMENT DU TITULAIRE.....	8
ARTICLE 9 – DÉCISION DU REPRÉSENTANT DU POUVOIR ADJUDICATEUR.....	8
ANNEXE 1 – DEMANDE D'ACCEPTATION DE SOUS-TRAITANCE.....	9
ANNEXE 2 – EFFECTIF AFFECTÉ POUR LES PRESTATIONS ET DÉTAIL DU TEMPS DE TRAVAIL.....	10

ARTICLE 1 – OBJET DU MARCHÉ – DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Le contrat qui est conclu avec l'entreprise dont l'offre a été retenue par l'acheteur ci-après :

- L'acheteur Ministère de l'Intérieur
- Représentant du pouvoir adjudicateur Monsieur le préfet délégué pour la défense et la sécurité de la zone Nord

puis acceptée par le représentant du pouvoir adjudicateur, est un marché de services ayant pour objet le nettoyage et l'entretien des parties communes des locaux administratifs et des logements de la caserne Garin et de la caserne des Jacobins à Amiens (région de gendarmerie Hauts-de-France).

L'offre du présent accord-cadre est établie sur la base des conditions en vigueur au mois zéro – **Mo : mai 2025**.

Marché passé selon la procédure formalisée de l'appel d'offres, en application des articles L.2124-1 à L.2124-2 et R.2124-1 à R.2124-2 du code de commande publique.

Marché réservé aux établissements et services d'aide par le travail (ESAT) et aux entreprises adaptées (EA) en application des articles L.2113-12 à L.2113-14.

La personne habilitée à donner les renseignements prévus aux articles R. 2191-60 et R. 2191-61 du code de la commande publique est :

Monsieur le directeur de l'administration générale et des finances du secrétariat général pour l'administration du ministère de l'Intérieur Nord ;

L'ordonnateur :

Monsieur le préfet de la région Hauts-de-France, préfet du département du Nord ;

Le comptable assignataire des paiements :

Monsieur le directeur régional des finances publiques de la région Hauts-de-France et du département du Nord.

ARTICLE 2 – CONTRACTANT

2.1 – Je, contractant unique, soussigné :

agissant au nom et pour le compte de la société :

au capital de :

ayant son siège social à :

Courriel :

Tél :

Coordonnées de l'interlocuteur :

Tél : Mél :

immatriculé à l'INSEE :

- numéro d'identité d'établissements SIREN :
- numéro d'activité économique principale (APE) :
- numéro d'inscription au registre du commerce et des sociétés :
- numéro d'inscription au répertoire des métiers :

après avoir pris connaissance du cahier des clauses administratives et techniques particulières n°2025-03 et des documents qui y sont mentionnés,

M'ENGAGE, sans réserve, conformément aux stipulations des documents visés ci-dessus à exécuter les prestations dans les conditions ci-après définies. L'offre ainsi présentée ne me lie toutefois que si son acceptation m'est notifiée dans un délai de CENT QUATRE-VINGTS JOURS (180) à compter de la date limite de remise des offres fixée par le règlement de la consultation.

2.2 – Nous, cotraitants soussignés, engageant ainsi les personnes physiques ou morales ci-après,

groupées solidaires les unes des autres,

groupées conjointes les unes des autres,

} ***Rayer la mention inutile***

Après notification, il sera demandé au groupement de prendre la forme conjointe avec le mandataire solidaire.

Premier cocontractant	
Indiquer le nom, le prénom et la qualité du signataire	
Indiquer le nom commercial et la dénomination sociale du candidat, les adresses de son établissement et de son siège social si elle est différente de celle de l'établissement, son adresse électronique, ses numéros de téléphone et de télécopie, son numéro SIREN)	

Deuxième cocontractant	
Indiquer le nom, le prénom et la qualité du signataire	
Indiquer le nom commercial et la dénomination sociale du candidat, les adresses de son établissement et de son siège social si elle est différente de celle de l'établissement, son adresse électronique, ses numéros de téléphone et de télécopie, son numéro SIREN)	

Troisième cocontractant	
Indiquer le nom, le prénom et la qualité du signataire	
Indiquer le nom commercial et la dénomination sociale du candidat, les adresses de son établissement et de son siège social si elle est différente de celle de l'établissement, son adresse électronique, ses numéros de téléphone et de télécopie, son numéro SIREN)	

et étant pour tout ce qui concerne l'exécution du présent marché, représenté par (*identité du mandataire*) dûment mandaté à cet effet,

- après avoir pris connaissance du cahier des clauses administratives techniques particulières n°2025-03 et des documents qui y sont mentionnés,

Les déclarations similaires des sous-traitants sont annexées au présent acte d'engagement.

NOUS ENGAGEONS, sans réserve, conformément aux stipulations des documents visés ci-dessus à exécuter les prestations dans les conditions ci-après définies. L'offre ainsi présentée ne nous lie toutefois que si son acceptation nous est notifiée dans un délai de CENT-QUATRE-VINGTS JOURS (180) à compter de la date limite de remise des offres fixée par le règlement de la consultation.

ARTICLE 3 – PRIX

Les prestations du présent marché sont rémunérées par un prix global forfaitaire tels que définis par la DPGF (annexes 3 et 4).

Les prix sont établis selon les conditions économiques en vigueur au mois Mo défini à l'article 1 du présent acte d'engagement.

Les modalités d'évolution du prix sont fixées dans l'article 9.2 du cahier des clauses administratives particulières n°2025-03.

En cas de groupement, la répartition détaillée des prestations que chacun des membres du groupement s'engage à exécuter est renseignée dans le cadre de décomposition du prix global forfaitaire dans chaque annexe de l'acte d'engagement.

L'offre de prix se décompose ainsi :

- **Prestations principales :**

Montant forfaitaire annuel pour les prestations à l'État-major et au groupe d'intervention régional :

Montant hors taxes	
Taux TVA	%
TVA	
Montant toutes taxes comprises	

Montant TOTAL TTC en lettres (en euros) :

.....
.....

Montant forfaitaire annuel pour les prestations des parties communes et conteneurs (tours G et H1 à H7) :

Montant hors taxes	
Taux TVA	%
TVA	
Montant toutes taxes comprises	

Montant TOTAL TTC en lettres (en euros) :

.....
.....

Montant total forfaitaire annuel :

Montant hors taxes	
Taux TVA	%
TVA	
Montant toutes taxes comprises	

Montant TOTAL TTC en lettres (en euros) :

.....
.....

• **Prestation exceptionnelle :**

Prix unitaire horaire (dans le cas éventuel de prestations supplémentaires imprévues) :

Prix hors taxes frais de déplacement inclus (unité horaire)	
Taux TVA	%
TVA	
Prix toutes taxes comprises (unité horaire)	

ARTICLE 4 – DURÉE DU MARCHÉ

La durée ferme de l'accord-cadre est fixée à un (1) an à compter de l'accusé de réception de la notification au titulaire ou date ultérieure établie au courrier de notification.

Il sera reconductible tacitement deux fois pour une durée d'un (1) an.

Le titulaire ne pourra pas refuser les reconductions.

En cas de non-reconduction, le pouvoir adjudicateur informera le titulaire de sa décision, via la plateforme des achats de l'État (PLACE), en respectant un préavis de deux mois avant l'échéance.

ARTICLE 5 – PAIEMENTS

L'acheteur public se libérera des sommes dues au titre du présent marché en faisant porter le montant au crédit des comptes ci-après :

<input type="checkbox"/> 1 ^{er} contractant : compte ouvert au nom de : sous le numéro (IBAN complet) : Banque
--

<input type="checkbox"/> 2 ^{ème} contractant : compte ouvert au nom de : sous le numéro (IBAN complet) : Banque

<input type="checkbox"/> 3 ^{ème} contractant :

compte ouvert au nom de :
sous le numéro (IBAN complet) :
Banque

RIB DE CHAQUE CO-CONTRACTANT À FOURNIR

L'acheteur public se libérera des sommes dues aux sous-traitants payés directement en faisant porter les montants au crédit des comptes désignés dans les annexes, les actes modificatifs ou les actes spéciaux.

ARTICLE 6 – AVANCES

En application des articles R.2191-3 à R.2191-12 du code de la commande publique, aucune avance ne sera versée si le montant du bon de commande n'excède pas 50 000,00 € HT

Si le montant du bon de commande excède 50 000,00 € HT, et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux mois, une avance sera versée au titulaire sauf en cas de refus par celui-ci précisé ci-dessous.

Le mandataire :

ne refuse pas de percevoir l'avance prévue à l'**article 11.2 du CCAP**

refuse de percevoir l'avance prévue à l'**article 11.2 du CCAP**

} **rayez la mention inutile**

ARTICLE 7 – SOUS-TRAITANCE

L'annexe 1 au présent acte d'engagement indique la nature et le montant des prestations que j'envisage (nous envisageons) de faire exécuter par un sous-traitant payé directement, le nom du sous-traitant concerné.

Dans le cas où plusieurs sous-traitants seraient envisagés, l'annexe 1 serait dupliquée autant de fois qu'il y a de sous-traitants (un seul sous-traitant par exemplaire de l'annexe 1).

Chaque exemplaire de l'annexe 1 constitue une demande d'acceptation d'un sous-traitant et d'agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance, demande qui est réputée prendre effet à la date de notification du marché.

Le montant des prestations sous-traitées indiqué dans chaque annexe constitue le montant maximal de la créance que le sous-traitant concerné pourra présenter en nantissement.

Le montant maximal de la créance que je pourrai (nous pourrons) présenter en nantissement en tant que titulaire chargé de l'exécution des prestations est ainsi de :

.....**€ (euros) TTC**

Cette notification est réputée emporter acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance.

Le tableau ci-après indique la nature et le montant des prestations que j'envisage (nous envisageons) de faire exécuter par des sous-traitants payés directement après avoir demandé en cours d'exécution leur acceptation et l'agrément des conditions de paiement les concernant au représentant du pouvoir adjudicateur ; les sommes figurant à ce tableau correspondent au montant maximal de la créance que le sous-traitant concerné pourra présenter en nantissement.

Nature des prestations	MONTANT HT
	€
	€
	€
Total :	€

ARTICLE 8 – ENGAGEMENT DU TITULAIRE

Le titulaire s'engage à respecter l'ensemble des montants fixés aux annexes 3 et 4 du présent acte d'engagement.

Fait en un seul original

À Le

Le candidat
signature de la société

ARTICLE 9 – DÉCISION DU REPRÉSENTANT DU POUVOIR ADJUDICATEUR

L'offre proposée par l'entreprise (ou par le groupement titulaire), est acceptée selon les conditions financières fixées aux annexes 3 et 4 du présent acte d'engagement, pour valoir acte d'engagement.

- **Prestations principales :**

Montant total forfaitaire annuel :

Montant hors taxes	
Taux TVA	%
TVA	
Montant toutes taxes comprises	

Montant TOTAL TTC en lettres (en euros) :

.....
.....

- **Prestation exceptionnelle :**

Prix unitaire horaire (dans le cas éventuel de prestations supplémentaires imprévues) :

Prix hors taxes frais de déplacement inclus (unité horaire)	
Taux TVA	%
TVA	
Prix toutes taxes comprises (unité horaire)	

Lille, le

Le représentant du pouvoir adjudicateur

ANNEXE 1 – DEMANDE D'ACCEPTATION DE SOUS-TRAITANCE

Consultation n°2025-03

SOUS-TRAITANT N°

MARCHE :

Titulaire :

Objet du marché :

IDENTIFICATION DU SOUS-TRAITANT :

Nom, raison ou dénomination sociale :

Adresse :

Entreprise individuelle ou forme juridique de la société :

Numéro d'identité d'établissement (SIREN) :

Numéro d'inscription au registre du commerce ou au répertoire des métiers :

NATURE DES PRESTATIONS SOUS-TRAITÉES :

Montant des prestations sous-traitées :

Dans le cas où le sous-traitant a droit au paiement direct, le montant des prestations sous-traitées indiqué ci-dessous, revalorisé le cas échéant par application de la formule de variation des prix indiquée *infra*, constitue le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant.

a) Montant du contrat de sous-traitance dans le cas de prestations ne relevant pas du b) ci-dessous :

- Taux de la TVA :

- Montant HT :

- Montant TTC :

b) Montant du contrat de sous-traitant dans le cas de prestations sous-traitées relevant du 2^{on}ies de l'article 283 du code général des impôts :

- Taux de la TVA : autoliquidation (la TVA est due par le titulaire) :

- Montant hors TVA :

Modalités de variation des prix :

Le titulaire déclare que son sous-traitant remplit les conditions pour avoir droit au paiement direct (article R.2193-10 ou R.2393-33 du code de la commande publique) :

OUI ☐

NON ☐

CONDITIONS DE PAIEMENT :

Compte à créditer :

(joindre un relevé d'identité bancaire ou postal)

Nom de l'établissement bancaire :

Numéro de compte :

Modalités de calcul et de versement des avances et acomptes :

Mois d'établissement des prix : **mai 2025**

Stipulations relatives aux délais, pénalités, primes, réfaction et retenues diverses :

Le sous-traitant,

Le titulaire,

Pièces jointes :

- Déclaration du sous-traitant concerné attestant qu'il ne tombe pas sous le coup des interdictions d'accéder aux marchés publics.
- Capacités professionnelles et financières du sous-traitant.
- Lettre de demande du sous-traitant s'il souhaite bénéficier de l'avance.

ANNEXE 2 – EFFECTIF AFFECTÉ POUR LES PRESTATIONS ET DÉTAIL DU TEMPS DE TRAVAIL

Consultation n°2025-03

Répartition du volume horaire (à remplir pour **TOUS** les agents présents sur le site.

(*) le nombre d'agents affectés aux prestations correspondantes ne peut pas être un chiffre décimal mais être un nombre entier. Tout candidat qui ne respectera pas cette règle sera pénalisé. (Note : si plusieurs agents d'entretien sont affectés à ces prestations, les distinguer par «A.S.1» (agent de service 1), «A.S.2» et ainsi de suite).

Site	AGENT CONCERNÉ (A.S.1, A.S.2) *	QUALIFICATION DE L'AGENT D'ENTRETIEN	VOLUME HORAIRE JOURNALIER		VOLUME HORAIRE ANNUEL		OBSERVATIONS
			Heures	Minutes	Heures	Minutes	
Caserne Garin							
État-major							
Tours G, H1 à H7							
Caserne des Jacobins							
Groupe d'intervention régional (GIR)							